

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## Locmariaquer Camping LA FALAISE

10 rue Henri Ezan

56740 LOCMARIAQUER



DEKRA Industrial  
241 rue du Général Paulet  
CS 62845  
29200 BREST

Tél. 02.99.86.72.11  
Fax

**Affaire n° : 54366927**

### Coordonnateurs SPS

Conception : FRANCOIS VENTRE  
Réalisation : FRANCOIS VENTRE

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
19/06/2025	A	Version initiale
21/01/2026	B	

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

Version du 13 septembre 2016

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>6</b>
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique .....	6
• Description synthétique de l'environnement .....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération .....	8
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Architecte .....	8
• Coordonnateur SPS .....	8
• Organismes institutionnels de la prévention .....	9
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	9
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>10</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	10
• Par rapport aux piétons .....	10
• Par rapport aux interdictions de survol .....	12
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	12
Description de l'ouvrage à bâtir.....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	13
• Amiante.....	13
• Plomb.....	13
• Installations aéroréfrigérées .....	14
• Diagnostic avant démolition.....	14
Accès au chantier .....	14
• Véhicules et personnel .....	14
• Points particuliers.....	14
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	14
• Affichage.....	15
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	15
• Constat d'huissier.....	15
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	15
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	15
• Infrastructures de chantier.....	15
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	15
• Protections collectives.....	16
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	17
Installations de chantier .....	18
• Plan d'installation de chantier.....	18
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	18



• Travaux préparatoires à l'installation de chantier .....	19
• Clôtures .....	19
• Stockage des Terres .....	19
• Affectation des installations de chantier .....	19
• Dimensionnement du cantonnement .....	21
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	21
• Secours .....	21
• Nettoyage et entretien du cantonnement .....	21
Autorisations administratives et démarches diverses .....	22
<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>23</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et .....	23
verticales .....	23
• Généralités .....	23
• Circulations des piétons .....	23
• Circulations des véhicules de chantier et de livraison .....	23
• Circulations horizontales et verticales .....	23
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	25
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	27
• Approvisionnements .....	27
• Magasins .....	27
Travaux de désamiantage .....	27
Travaux de traitement du plomb .....	28
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	32
• Evacuation des déchets .....	32
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	33
• Matières et substances dangereuses .....	33
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier .....	33
Protections collectives .....	33
Travail en hauteur .....	35
Installation électrique de chantier .....	36
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	37
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>39</b>
Respect des contraintes du site .....	39
• Horaires de chantier imposés .....	39
• Horaires et contraintes de livraisons .....	39
Site en exploitation .....	39
• Risque incendie .....	39
• Evacuation des personnes en cas incendie .....	39
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	39
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant. ....</b>	<b>40</b>
Nettoyage du chantier .....	40
• Règles générales de nettoyage du chantier .....	40
Démarche environnementale, tri des déchets .....	40



• Objectifs.....	40
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>41</b>
Organisation des secours.....	41
Sauveteurs secouristes du travail (SST) .....	41
Dispositions en cas de travail isolé .....	41
Risque incendie .....	42
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants .....</b>	<b>43</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	43
• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
• Délais et règle de diffusion du PPSPS.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Visite d'inspection commune.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Sous-traitant .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Travailleurs Indépendants .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Travail dissimulé .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Prêt de main d'oeuvre .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
Recensement des accidents du travail .....	45
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>46</b>
<b>Annexe(s).....</b>	<b>47</b>
• - ANNEXE 01 Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.....	47
• - ANNEXE 02 Fiche OPPBTP « En Cas d'Accident3.....	47



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

Le présent projet concerne les travaux de rénovation du bâtiment d'accueil et du restaurant du Camping LA FALAISE .

### Situation géographique

Le projet se situe Camping LA FALAISE 10 Rue Henri Ezan 56 740 LOCMARIAQUER

### Description synthétique de l'environnement

Le chantier de rénovation se fera en dehors des périodes estivale mais sur un site maintenu en activité pendant les travaux.

Il s'agira donc d'éviter toutes gênes ou nuisances susceptibles d'être provoquées par les travaux.  
De respecter des mesures particulièrement rigoureuses de protection des personnes présentes dans l'établissement.

Les entreprises devront tenir compte des contraintes relatives au bon fonctionnement de l'établissement et pour cela se rapprocher des services techniques de l'établissement .

Les entreprises devront tenir compte des circulations piétonnes et automobiles possibles auprès du chantier.  
La sécurité des cheminements pour les personnes extérieures au chantier est primordiale

Les accès au site sont contrôlés et font l'objet de procédures d'accès pour les intervenants et entreprises extérieures.

Les entreprises devront tenir compte des circulations piétonnes et automobiles possibles auprès du chantier.

La sécurité des cheminements pour les personnes extérieures au chantier est primordiale.

### Attention :

***Toutes les entreprises concernées devront impérativement se rendre sur le site du projet avant de constituer et de remettre leurs offres de prix au M.O. ceci afin d'appréhender in situ toutes les contraintes locales et environnementales qui pourraient se présenter ou avoir des incidences directes ou indirectes pendant les travaux, en matière d'accès, d'organisation de chantier et de sécurité.  
Elles devront réellement prendre en considération dans leurs PPSPS et leurs analyses des risques respectives, toutes ces contraintes en question au niveau du montage des diverses méthodologies d'interventions.***

Il s'agira donc pour tous les intervenants de :

- Réaliser les approvisionnements en toute sécurité avec des véhicules, engins et matériels adaptés et sans créer de gênes pour les riverains ;
- Prévoir et utiliser des véhicules et engins adaptés en gabarit, charge et en motricité à la configuration des lieux ;
- Prévoir avec les différents concessionnaires ou l'exploitant du site les dispositifs de protections des réseaux aériens et enterrés.

Il sera impératif de :

- Tenir les zones de chantier closes et indépendantes ;
- Ne pas exporter en dehors du chantier de la boue, des gravats, déchets divers ou matériels et matériaux ;
- Respecter les arrêtés préfectoraux et municipaux ;



- Dans tous les cas, laisser les accès et les voies de circulation libres pour les véhicules de secours

## Permis feu Etablissement

**Afin de signer le permis de feu, s'assurer que toutes les mesures de sécurité ont bien été prises.  
Le permis feu n'est pas une « couverture » mais un document qui atteste que le travail de contrôle a bien été fait et, de ce fait, l'absence du chargé de sécurité incendie, que ce soit au titre du travail ou au titre de la protection des biens et des personnes, pourrait constituer en soit la preuve de la faute de cette personne. En aucun cas, un accord verbal de votre client ou de son représentant "sécurité" ne peut suffire.**

Noter que le permis de feu est obligatoire, entre autres, en vertu de :

L'arrêté du 19 mars 1993 pris en application de l'article R 4512-7 du Code du travail pour les travaux de soudage oxyacétylénique effectués par une entreprise extérieure et pour toutes opérations de soudage, de meulage, de découpage par chalumeau, arc électrique ou comportant l'usage d'une flamme qui n'est pas effectuée dans un poste permanent de travail pour les entrepôts couverts (art. 2 de l'arrêté du 5 août 2002) dans la plupart des contrats des assureurs.

Le permis de feu doit être établi pour chaque travail générant des points chauds (soudage, coupage, meulage, etc.) exécuté par le personnel de l'entreprise ou par une entreprise extérieure. Il permet l'analyse des risques liés à l'opération et la prévention des dangers d'incendie ou d'explosion. Le coupage et le meulage à l'aide de disques, de meuleuses, tronçonneuses à métaux et toutes les machines qui par abrasion génèrent des étincelles. Le permis de feu fait partie des exigences de base des assureurs et est obligatoire dans certains cas prévus par la réglementation (par exemple, par le Code du travail pour les travaux de soudage oxyacétylénique).

## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront en deux phases dans un délai global de 7 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

### PHASE 1

Rénovation du bâtiment d'accueil et du restaurant

### PHASE 2

Construction d'une salle de repli

Le début prévisionnel des travaux est à définir.



## **INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**

### **Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, Architecte**

#### **Coordonnateur SPS**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### **Maître d'ouvrage**

COMMUNE DE LOCMARIAQUER - MAIRIE Place de La Mairie 56740 LOCMARIAQUER	M David COCARD - CAMPING MUNICIPAL LA FALAISE	+33 2 97 57 31 59 +33 2 97 57 32 85 campinglafalaise@locmariaquer.bzh
---	--	---

#### **Maître d'œuvre**

LUNVEN ARCHIECTURE AMENAGEMENT 14 rue Gertrude Bell 56000 VANNES	MD Chloé GUILLOTIN	0297445328 agence@lunven-architecture.fr
---	--------------------	---

#### **Coordonnateur SPS**

<b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST	<u>Titulaire :</u> C : FRANCOIS VENTRE R : FRANCOIS VENTRE <u>Suppléant :</u> C : R :	02.99.86.72.11 francois.ventre@dekra.com
--	--	---



## Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

### **CARSAT BRETAGNE**

236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9		02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr
--	--	--

	Mme MAGALI GAULTIER LE COSSEC	02 99 26 61 39 02 99 26 70 48 drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr
--	----------------------------------	--

### **OPPBTP**

18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	OPPBTP BRETAGNE	02 99 38 29 88 02 99 63 33 45 rennes@oppbtp.fr
---	-----------------	--

	Md Santos Virginie	02 99 38 29 88 02 99 63 33 45 virginie.santos@oppbtp.fr
--	--------------------	---

### **INSPECTION DU TRAVAIL**

3 rue Jean Le Coutaller 56100 LORIENT		02 90 79 51 51 02 97 64 01 98
--	--	----------------------------------

	M GUILLOU	02 90 79 51 51 02 97 64 01 98
--	-----------	----------------------------------

## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le plan d'installation du chantier ainsi que le plan de circulation et d'accès seront établis de façon précise pendant la phase de préparation, en respectant les plans de principe de la Maîtrise d'œuvre qui seront joints au DCE : par l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE**.

Une concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS, sera impérative pendant cette préparation, afin d'appréhender tout l'environnement du chantier.

Les accès au chantier seront créés et sécurisés dès le démarrage du chantier.

Les zones de chantier seront closes et indépendantes du reste des différentes activités voisines (circulations, exploitations, chantiers limitrophes éventuels).

### Par rapport aux piétons

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public.

Les clôtures et séparations de chantier seront mises en place par l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE**.

- Clôtures de type panneaux grillagés liés entre eux sur plots béton suivant prescription du CCTP ;
- « **Véritable** » portail de chantier de largeur 5,00m minimum avec chaîne et cadenas à code.

Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

**Les grilles côté rue seront pleines, avec contreventement.**

Excepté pour les livraisons, le portail d'accès au chantier et les portes intérieures seront fermés et verrouillés en permanence sur le chantier.

Les voies de circulations piétonnes (à l'extérieur et à l'intérieur du chantier), seront sécurisées :

- Panneaux annonceurs + marquage au sol
  - ⇒ route communale ;
  - ⇒ traversée de rue ;
  - ⇒ riverains ;
  - ⇒ ...
- Les zones de circulation seront constamment libres de tout stockage, ... ;
- 

**Le titulaire du LOT 03 GROS-ŒUVRE devra aménager des couloirs de marches sécurisés et balisés pour le personnel afin d'organiser de façon efficace la « séparation des flux » entre les personnels salariés, les véhicules et engins de chantier et les zones de stockage matériaux et matériels :**

- Marquage au sol clairement visible pour éviter le stockage sur ces zones ;
- Barrières de 1,00m de hauteur ;

(liste non exhaustive)

Des accès provisoires sécurisés devront être aménagés par le titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** pour permettre aux personnels salariés des entreprises d'atteindre sans difficultés les divers plateaux et postes de travail dans des conditions normales de sécurité



## Par rapport aux établissements en activité

L'établissement sera en activité durant la période des travaux, en conséquence une attention toute particulière sera portée sur les protections à mettre en place .

Chaque entreprise devra prendre toute disposition afin de réduire les gênes imposées, notamment celles que pourraient engendrer les difficultés d'accès, le bruit, la fumée, les poussières etc....

Concernant les accès et les circulations dans l'enceinte du site.

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale du site.

Vitesse de circulation dans l'enceinte du site limitée à 30 km/h .

Les entreprises devront s'identifier auprès du poste de garde .

Les véhicules de livraison devront quitter l'enceinte dès le déchargement effectué.

- **Rappel aux entreprises concernant la désignation d'un homme-traffic .**
- **Descriptif des actions**
  - Désigner et former un membre de l'équipe pour guider les conducteurs de camion et d'engin.
  - Informer l'homme-traffic sur les risques liés à la circulation du chantier, lui remettre les plans de circulation et instructions propres au chantier.
  - Informer les conducteurs de véhicules de la procédure.
- **Conditions pour la réussite**
  - Former des hommes trafics à :
    - la procédure homme-traffic,
    - les consignes de sécurité,
    - les 10 signaux conventionnels pour guider les camions,
    - la maintenance de la signalisation.
  - S'assurer que les hommes-trafics réalisent bien leur mission.
  - Détecter le besoin de recyclage.
  - Renouveler régulièrement la formation de ces salariés.
  - Distinguer l'homme-traffic par un gilet de couleur visible et différente des autres salariés (rouge en général).

Les accès pompier ne doivent en aucun cas être encombrés par les installations, même provisoires, nécessaires au chantier.

Les bâtiments seront hors activité durant la période des travaux, en revanche l'ensemble du site reste en activité pendant la période des travaux.

En conséquence les zones de travaux devront être complètement indépendantes pour répondre aux principes généraux de prévention

## Par rapport aux circulations des véhicules

Une signalisation routière sera mise en place sur la voirie qui jouxte le chantier, suivant le plan de circulation associé au plan d'installation de chantier, établi par l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** .

Cette signalisation facilitera les manœuvres de sortie et d'entrée sur le chantier ; sachant qu'un homme trafic pourra s'avérer nécessaire pour ces phases (à la charge des entreprises concernées).

Par conséquent l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** aura obligation, pendant toute la durée des travaux de maintenir en place cette signalétique de chantier en bordure de la voirie d'accès.

Autorisation de Voirie et Arrêtés de Restriction de Circulation à obtenir au préalable de la part des services gestionnaires des voies concernées : ville de LOCMARIAQUER, Département du MORBIHAN (à la charge du **LOT 03 GROS-ŒUVRE**).



## Par rapport aux interdictions de survol

**Toute(s) grue(s) en poste(s) fixe(s) et toute(s) station(s) de levage mobile(s) seront obligatoirement installées à l'intérieur de la zone close de chantier.**

**En cas d'occupation générale du terrain par les constructions existantes, une autorisation d'occupation de voirie sera impérativement demandée et obtenue par le(s) lot(s) utilisateur(s) auprès des services concernés (Mairie et/ou autres) avant toute mise en poste des appareils de levage en question.**

**Interdiction absolue de survols de la flèche et/ou de charges** de tous types d'appareils de levage/manutention, fixes ou mobiles, au dessus d'ouvrages, installations ou d'établissements publics, voies ouvertes à la circulation :

- zone interdite de survol en charge à faire apparaître sur le PIC ;
- système intégré à la grue + information donnée au conducteur de grue.

## **Interdiction absolue de survols de charges de tous types d'appareils de levage/manutention, fixes ou mobiles, au dessus d'ouvrages, installations ou d'établissements publics, voies ouvertes à la circulation**

## Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les DICT devront être faites, en temps et en heure, auprès des organismes concessionnaires concernés avant tout démarrage de travaux par l'ensemble des entreprises.

Elles devront, sous les directives et le contrôle du maître d'œuvre (MOE), obtenir impérativement des services concessionnaires concernés, tous les isolements, les coupures ou consignations temporaires et/ou définitives des lignes, circuits et réseaux de toute nature en service qui pourraient s'imposer.

Chaque entreprise prendra les mesures nécessaires en fonction des retours de DICT.

**Les copies des DICT et des réponses correspondantes devront obligatoirement être transmises au Coordonnateur de sécurité avant toute intervention.**

## Par rapport aux accès

L'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour rendre accessible, praticable et sécurisé, le chantier dès le démarrage :

- Plateformes bâtiments, stockages, base-vie ;
- Voie de circulations internes du chantier

## **DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR**

Le présent projet concerne les travaux de rénovation du bâtiment d'accueil et du restaurant du Camping LA FALAISE .

Le projet se situe Camping LA FALAISE 10 Rue Henri Ezan 56 740 LOCMARIAQUER

Se reporter au CCTP ;

L'ensemble des travaux décrits ci-après est divisé en Lots :

LOT 01 DEMOLITION  
LOT 02 TERRASSEMENT VRD  
LOT 03 GROS-ŒUVRE  
LOT 04 ITE ENDUITS  
LOT 05 CHARPENTE BOIS  
LOT 06 CHARPENTE METALLIQUE, COUVERTURE ET BARDAGE BAC ACIER  
LOT 07 ÉTANCHÉITÉ  
LOT 08 MENUISERIES EXTERIEURES ET FERMETURES  
LOT 09 CLOISONS - DOUBLAGES – ISOLATION



LOT 10 PLAFONDS SUSPENDUS ET DISPOSITIFS ACOUSTIQUES  
LOT 11 MENUISERIES INTERIEURES  
LOT 12 PLOMBERIE - SANITAIRES – VENTILATION  
LOT 13 ELECTRICITE – CHAUFFAGE  
LOT 14 CHAPES FAÏENCES CARRELAGE  
LOT 15 PEINTURE  
LOT 16 CLOISONNEMENT HYGIENE ET PORTES DE CUISINE  
LOT 17 EQUIPEMENTS DE CUISINE  
LOT 18 RESINE SUR DALLE BETON  
LOT 19 CAPTEURS SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES  
LOT 20 NETTOYAGE

## **PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

### **Amiante**

**Rappel de la réglementation en matière de repérage amiante avant travaux**

**Suite à l'arrêté du 16 juillet 2019, modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020, l'obligation de réaliser un diagnostic amiante avant travaux sur les bâtiments construits avant le 1er janvier 1997, est imposée au donneur d'ordre, maîtres d'ouvrage et propriétaires d'immeubles bâtis.**

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante seront joints au PGC par le maître d'ouvrage.

**Le Dossier Technique Amiante (DAAT) réf. Non transmis à la date de rédaction du PGC le 21 01 2026.**

- Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties de bâtiment devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux, équipements et matériels ou articles en contenant conformément aux articles L. 4121-2, L. 4531-1 (principes généraux de prévention), R. 4412-97 du code du travail et de la norme NF X 46-020 de décembre 2008.
- Un repérage amiante avant démolition, conformément à l'article R. 1334-22 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage devra être impérativement réalisé avant le plan de retrait à effectuer par l'entreprise de démolition.
- Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

### **Plomb**

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de du plomb seront joints au PGC par le maître d'ouvrage.

**Non transmis à la date de rédaction du PGC le 21 01 2026.**

- La date de la construction étant antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1949, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par les travaux.
- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1949 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur les supports métalliques peints et sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- La date de la construction étant postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1974 mais antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1994, un diagnostic d'accessibilité au plomb doit être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb sur tous les éléments impactés par des travaux destructifs.
- Le diagnostic d'accessibilité au plomb révèle la présence de peintures dont les concentrations en plomb sont supérieures à la valeur maximale fixée par la réglementation et dont l'état rend le plomb accessible.



## Installations aéroréfrigérées

Sans objet

Le carnet de suivi de cette installation avec les contrôles périodiques par un organisme agréé devra être transmis au maître d'ouvrage et au Coordonnateur SPS.

## Diagnostic avant démolition

- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

## ACCES AU CHANTIER

### Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera l'entrée principale du site.

### Points particuliers

Toutes dispositions devront être prises, sous le contrôle du MOE, par les entreprises concernées auprès de la Mairie pour réglementer la circulation notamment lors des approvisionnements lourds ou volumineux, livraisons de matériels lourds, livraisons d'engins de chantier et grue(s) et pendant certaines phases de préparation de chantier ou de travaux pouvant générer des flux importants de poids lourds et d'engins de chantier (*exemple : terrassements, travaux en façades, travaux de VRD, etc.*).

Les stockages de toute nature seront strictement interdits hors emprise chantier, sur le domaine public et sur les propriétés riveraines au chantier.

Le stationnement des véhicules des entreprises et de l'équipe de maîtrise sera autorisé dans l'emprise de la base-vie en fonction des places identifiées sur le PIC de l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE**.

Les véhicules privés du personnel des entreprises pourra se faire aux abords immédiats du chantier en respectant les places de stationnements publics.

NOTA : pas de stationnement sur accotements de voiries et hors emplacements marqués.

.

### **Seuls les véhicules de chantier seront autorisés sur le site.**

Les véhicules personnels pourront stationner sur le domaine public dans le respect des règles de stationnement en vigueur.

Il est rappelé à toutes les entreprises du chantier et à leurs intervenants que les stationnements sur les parkings des bâtiments mitoyens sont strictement interdits.

## Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se faisant par l'entrée des fournisseurs, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes avec des véhicules lourds.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place par le **LOT 03 GROS-ŒUVRE** et chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra un plan d'accès.



## Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

## Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locatiers, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

## Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise de **LOT 03 GROS-OEUVRE** aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier fera l'objet de ce constat qui sera à la charge du **LOT 03 GROS-OEUVRE**

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.

## Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### Infrastructures de chantier

Le titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

### Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

## Protections collectives

Le titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.



## **VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX**

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

<i>Désignation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Lot chargé de la réalisation</i>
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis les voiries existantes Accès à vitesse réduite et vigilance obligatoires Séparation des flux depuis le portail de chantier	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Installation des clôtures et portail de chantier	A installer en limite de l'emprise chantier et base-vie suivant PIC Toute emprise sur domaine public et privé faisant l'objet d'une demande et d'une autorisation	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Raccordement au réseau électrique	Demande de raccordement provisoire de chantier à faire auprès du concessionnaire Toutes sujétions pour le cheminement du câble d'alimentation suivant position des réseaux existants Contrôle électrique avant utilisation (périodicité annuelle) (nota un deuxième sous-comptage sur les installations de la base vie sera demandé)	<b>LOT 13 ELECTRICITE - CHAUFFAGE</b>
Raccordement au réseau d'eau potable	Demande de raccordement provisoire de chantier à faire auprès du concessionnaire Toutes sujétions pour le cheminement du réseau d'alimentation (hors gel, ...) (nota un deuxième sous-comptage sur les installations de la base vie sera demandé)	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Evacuation des eaux usées	Raccordement sur fosse toutes-eaux étanche <b>si et seulement si</b> le réseau existant n'est pas accessible depuis le chantier <b>Entretien périodique pendant la durée du chantier</b>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Evacuation des eaux pluviales	Raccordement sur réseau existant	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>



## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

***Les installations ne répondant pas aux prescriptions réglementaires inscrites au Code du travail pour ce qui concerne l'accueil et l'hygiène des salariés seront systématiquement refusées par le MO, le MOE et le Coordonnateur SPS et notamment par les organismes institutionnels de la prévention.***

***Il est rappelé au MOE, au titulaire du LOT 03 GROS-ŒUVRE et aux entreprises en général que tout défaut d'installations communes, manque d'entretien et d'hygiène des locaux du personnel conduit à l'arrêt du chantier.***

### **Plan d'installation de chantier**

Le plan de principe des installations de chantier est joint au DCE par le Maître d'œuvre.

Le plan d'installation de chantier sera établi, pour chaque phase du chantier, par l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage (plan de principe joint au DCE par la Maîtrise d'œuvre).

Les locaux existants pourront être aménagés, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, pour les besoins du chantier et éviter la mise en place de bungalows rapportés en extérieur

Ces locaux devront correspondre aux normes en vigueur et au nombre d'intervenants sur le chantier en particulier pour les vestiaires et réfectoires.

Les sanitaires seront eux placés en extérieur et raccordés au réseau existant. Ils devront être chauffés, éclairés et alimenté en eau chaude.

### **Recherche des zones d'installation du cantonnement**

Un plan de principe des installations de chantier est joint à l'appel d'offres, le plan définitif d'installation de chantier de l'entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** précisera :

- Les limites d'emprise de la zone close de chantier avec implantation des clôtures et portails de chantier.
- Les pistes d'accès de chantier et matérialisation de la séparation des flux « personnels salariés » et « engins de chantier ».
- L'implantation des locaux de cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires : **aire de lavage (toupies, roues des engins, ...)**
- Les accès et lieux d'approvisionnement, les zones de stockage des matériaux et des matériels.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires en énergie et fluides de chantier (*lignes d'électricité et coffrets PC de chantier, points d'eau, téléphone de secours, réseaux d'eaux usées, et d'eaux pluviales, circulations piétons, pistes circulations d'engins, etc.*)
- La position des aires de stockage
- La position de la zone de tri sélectif.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche et secteur d'interdiction de survol.
- La localisation des stations mobiles de levage/manutention (*par les entreprises concernées*).
- La localisation de la centrale à béton avec zone de livraisons des matériaux (*si le cas se présente*).
- La localisation des zones temporaires de stockage des terres (*si le cas se présente*).
- Aires d'assemblages au sol.

## Travaux préparatoires à l'installation de chantier

Compte tenu de l'importance du chantier et de sa durée l'ensemble des installations de chantier (cantonnements, sanitaires, alimentation électrique de l'ensemble du chantier, eau) sera réalisé en phase préparation des travaux.

L'ensemble des barrières définissant les zones de chantier devra être mis en place avant tout démarrage de travaux.

Toutes les zones de chantier devront être sécurisées et inaccessibles au public.

Il sera impératif de revoir toutes les entrées existantes et de s'assurer de leur fermeture. Il s'agira de rendre le chantier « clos et indépendant »

## Clôtures

Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00m de hauteur, de type panneaux grillagés, liés mécaniquement entre eux en partie basse et haute, stabilisés sur plot béton, ou panneaux de bardage, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Ces clôtures seront mises en place par le **LOT 03 GROS-OEUVRE**

Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »

L'entreprise réalisant les clôtures aura à sa charge les portails avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou les déplacements éventuels des clôtures dans le cadre de modification de l'emprise des zones des travaux (suivant phasage).

## Stockage des Terres

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par
Plateformes empierrée pour accès chantier, zones de stockage et zone de cantonnement Empierrement des pieds de façades sur 3,00m de largeur Prendre en compte les contraintes de portance des engins éventuels	Sans objet
Zone de lavage avec récupération des eaux souillées pour les bennes à béton, les toupies de béton, les outillages, les roues des camions, ...	Sans objet
Clôtures, véritable portail + chaîne + cadenas à code, avec signalisation de sécurité du chantier pour maintien du chantier clos et indépendant	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Sécurisation des circulations piétonnes Mise en place des balisages et séparatifs des cheminements des piétons par rapport aux zones de stockages et zones de circulation des véhicules sur le chantier	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Portes provisoires pour fermeture des bâtiments avec mise en place d'un barillet de chantier et fourniture de clefs aux entreprises	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Zone de tri sélectif sur le chantier pour toute la durée de l'opération	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Réseaux utilitaires (Electricité – Eau – Eaux Usées – Eaux Pluviales)	<b>LOT 03 GROS-</b>



Nature de l'installation	Réalisée par
<p>Toutes sujétions à prévoir en fonction des demandes faites auprès des concessionnaires (amenées, protections, ...)</p> <p>Y compris vérification des installations</p>	<b>OEUVRE</b>
<p>Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches (communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur)</p> <p>Prévoir des installations sanitaires , douches, vestiaires, indépendantes pour les personnels féminins</p>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
<p>Salle de réunion commune pour les réunions de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface correspondant à 2 modules de 6,00m x 2,40 minimum</li> <li>- Casques propres à la disposition de la Maîtrise d'ouvrage (10 mini)</li> <li>- Table et chaises permettant l'accueil de 20 personnes simultanément</li> <li>- Poubelles, armoires fermant à clef (2 unités minimum), affichage des plans possible sur les murs, ...</li> <li>- Connexion INTERNET</li> <li>-</li> </ul>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
<p><b>Vestiaires et réfectoires pour tous les corps d'état et pour toute la durée du chantier</b></p> <p>Equipements : armoires vestiaires, chaises, tables, cuisine, poubelle (se rapprocher des services d'enlèvement des ordures ménagères pour les besoins du chantier)</p>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
<p>Coffrets de distribution électrique de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En nombre suffisant pour limiter les longueurs de rallonges à 25,00m maximum</li> <li>- A l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment</li> </ul> <p>Installation d'éclairage provisoire intérieur et extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allumage et extinction automatiques en fonction des horaires de chantier pour l'intérieur</li> <li>- Détecteur de présence pour l'extérieur (l'éclairage dirigé ne créera pas de gêne)</li> <li>- Ampoules protégées par hublot ou rampes fluo ou cordons d'ampoules leds (pas d'ampoule nue) correctement mises en place de façon à ne pas entraver les circulations</li> </ul>	<b>LOT 13 ELECTRICITE - CHAUFFAGE</b>
<p>Robinets de puisage à l'intérieur du bâtiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En nombre suffisant pour limiter les longueurs de tuyau</li> </ul>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
<p>Consignes d'alerte et directives affichées : « EN CAS D'ACCIDENT » - « DECLARATION PREALABLE » - « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »</p>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
<p>Moyens de mécanisation du transport vertical des charges et des personnes sur les bâtiments</p> <p>Recette matériels et matériaux sur les bâtiments</p>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>

## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Poste de téléphone de 1<sup>er</sup> secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	<b>LOT 03 GROS- OEUVRE</b>	Débit du compte prorata

## **AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires Services Techniques de la ville de LOCMARIAQUER	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages enterrés.
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Envoi du plan de retrait amiante	Inspection du Travail	Lot concerné
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Ville de LOCMARIAQUER	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Autorisation pour travaux sur les voies de circulation	Services techniques de la Ville de LOCMARIAQUER	Lot concerné
Autorisations de coupures sur réseaux existants	Services techniques de la Ville de LOCMARIAQUER	Lot concerné
Autorisations administratives diverses	Services techniques de la Ville de LOCMARIAQUER	Lot concerné

Le MO devra adresser une « déclaration préalable » aux Organismes institutionnels de la prévention.  
Le MO devra adresser une copie du permis de construire ou de la déclaration de travaux à l'entreprise chargée de l'installation de chantier pour affichage sur place (entreprise titulaire du **LOT 03 GROS-OEUVRE**).

Toutes les autorisations administratives relevant de la compétence du Maître d'Ouvrage seront acquises avant le début des travaux.

# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET

### VERTICALES

#### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit, seul seront autorisés les véhicules de chantier et de société.

#### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le **LOT 03 GROS-OEUVRE**.

Le cheminement vers les locaux communs sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

#### Circulations des véhicules de chantier et de livraison

Il est rappelé à toutes les entreprises que les règles du code de la route s'applique sur le site. Il s'agira donc de limiter la vitesse, de respecter la signalisation et de donner la priorité aux véhicules de secours et aux ambulances.

Toutes les manœuvres de véhicules lourds devront être accompagnées par du personnel équipé assurant le guidage et la circulation.

Les déchargements de véhicules se feront dans des zones sécurisées et ne gênant pas la circulation. Ces zones de déchargement devront être définies sur le plan d'installation de chantier et seront impérativement respectées.

#### Circulations horizontales et verticales

Les escaliers existants devront être dégagés de tout matériel et matériaux.

L'évacuation des déchets générés par les démolitions sera gérée au fur et à mesure de l'avancement du chantier en laissant les zones de circulation acceptables.

L'ensemble des trémies créées par la dépose de gaines seront fermées par des platelages fixés mécaniquement.

Les cages d'ascenseurs devront posséder des protections collectives adaptées empêchant toute chute de personne ou d'objet. Ces protections seront maintenues jusqu'à la mise en place de protection définitives ou leur condamnation.

Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade.

Pour permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel

Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"><li>- Protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le CSPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction</li><li>- Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel</li></ul>	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>



<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesures de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives	<b>LOT 03 GROS-OEUVRE</b>

## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Le LOT GROS ŒUVRE mettre en place une mécanisation commune des matériels et matériaux sur le chantier en conformité avec la recommandation R445 de la CNAMTS.

Les manutentions manuelles doivent faire l'objet d'une analyse des risques et être tolérées pour des charges très légères uniquement

Sans la mise en place de moyens de levages mécaniques, un arrêt de chantier sera demandé par le CSPS à l'entreprise et au MOA.

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM.

### **Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)**

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- Déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- S'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- Vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au Coordonnateur SPS avant la mise en service de l'appareil.

S'il y a lieu, l'entreprise prendra en compte les éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

### **Grues mobiles**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- La procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- Les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules**

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises	TOUT CORPS D'ÉTAT

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	TOUT CORPS D'ÉTAT
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	TOUT CORPS D'ÉTAT

### Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- Compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- Comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- Périodiquement vérifiés.

### Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

### Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide aux manutentions mécaniques, accessoires de manutention, etc.).

### Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont contrôlés en tant que tels.

## **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

### **Approvisionnement**

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

### **Magasins**

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **TRAVAUX DE DESAMANTAGE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Retrait d'amiante	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifier et son personnel formé. L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité. Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail pour validation, 1 mois avant démarrage des travaux. L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>
Etablissement d'un plan de retrait	L'entreprise établit un plan de retrait en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li><li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li><li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux</li></ul>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>– La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>– Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.</li> </ul>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <p>– <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> <p>– <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1<sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Maître d'Ouvrage

## **TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86,</p>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.  <b>Contrôle initial :</b> Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.  <b>Contrôle Ultérieurs :</b> Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie  <b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b> Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>• Une surveillance médicale renforcée est assurée si</li> </ul>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m<sup>3</sup> sur 8heures est constatée, ou l'orsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul> </li> </ul>	
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b></p> <p>Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b></p> <p>Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb.</p> <p>Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b></p> <p>La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires</p> <p>Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b></p> <p>Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b></p> <p>Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.</p> <p>En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p> <p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection</p>	<b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	<p><b>LOT 01 DEMOLITION et autres lots concernés</b></p>

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tout matériaux par les trémies ou les fenêtres est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.  Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Tout corps d'état
Bennes à déchets propres au chantier	L'entrepreneur du <b>Lot 2 - DEMOLITION EVACUATION - GROS-ŒUVRE</b> mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment)</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...)</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centre de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ....)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	<b>LOT 01 DEMOLITIO N et autres lots concernés</b>
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	<b>LOT 01 DEMOLITIO N et autres lots concernés</b>
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages.	<b>LOT 2 - DEMOLITIO N EVACUATI ON - GROS- ŒUVRE</b>
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état



## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux).

Pour les réservations, l'entrepreneur du **Lot 2 - DEMOLITION EVACUATION - GROS-ŒUVRE** devra mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Terrassements / Fouilles	Les zones de terrassements et de fouilles seront sécurisées : <ul style="list-style-type: none"><li>- talutage approprié</li><li>- protections des fouilles en trou par un système rigide (garde-corps ou barrières)</li></ul>	<b>Lot 2 - DEMOLITION EVACUATION - GROLOT 02 TERRASSEMENT VRDS-OEUVRE</b>
Sécurisation des accès au fur et à mesure de l'élévation	Mise en place d'escaliers provisoires de chantier Mise en œuvre des escaliers préfabriqués au fur et à mesure Echelles attachées en tête, bloquées en pied, dépassant d'au moins 1,00m le plancher	<b>Lot 2 - DEMOLITION EVACUATION - GROS-LOT 03 GROS-OEUVRE</b>
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	<b>Lot 2 - DEMOLITION EVALOT 03 GROS-OEUVRE</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
		<b>GROS-OEUVRE</b>
Travaux en toiture-terrasse avec mise en place de protections collectives type garde corps	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture.	<b>Lot 2 - DEMOLITION EVACUATILOT 03 GROS-OEUVREON - GROS-OEUVRE</b>
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement	TOUT CORPS D'ÉTAT
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	En cas de manquement de la consigne, la maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander de réaliser la remise en place des protections collectives, et les frais seront imputés aux entreprises défaillantes	TOUT CORPS D'ÉTAT

#### Sécurités collectives spécifiques sur les postes de travail :

Les titulaires des lots spécifiques devront la mise en place, l'entretien (et la dépose) des protections collectives provisoires qui les concernent sur leurs propres postes de travail et devront les moyens d'accès réglementaires qui en dépendent.

Il peut s'agir par exemple : de sécurités collectives rigides de rives conformes aux dispositions du Code du travail, de garde-corps, de filets de sécurité de rives ou de sous faces, d'auvents de protection, de moyens d'accès sécurisés de type sapine ou autres, d'échafaudages de pieds à installer en périphérie des bâtiments concernés, etc.

#### Mise en sécurité des fouilles en tranchées et des talus :

Si le cas se présente, les titulaires des lots concernés devront impérativement, sous le contrôle et les directives du MOE, prévoir le talutage et le maintien des parois et talus estimés instables au moyen d'un dispositif approprié, réglementaire et fiable (*exemple : confortements, géotextile, autres, ...*) et le blindage systématique des fouilles en tranchées, suivant les directives du Code du travail pour assurer une sécurité fiable pour les salariés.

Les titulaires de ces lots devront la mise en place de protections collectives contre la chute des personnes et objets et contre tout enfouissement ou enlèvement de personnes, ceci jusqu'à l'installation d'une protection définitive ou jusqu'à disparition totale du risque.

De façon générale, les titulaires des lots concernés par le travail en fouilles en tranchées devront au maximum mécaniser leurs interventions.

Les interventions manuelles en fouilles devront impérativement être réduites au strict minimum admissible et ne pourront être envisagées qu'à condition que les mesures prises pour assurer le blindage des fouilles en tranchées soient parfaitement conformes en tous points aux directives du Code du travail.

Si nécessaire, il sera installé par les lots concernés, des passerelles de marche pour le franchissement des fouilles ouvertes par les salariés du chantier et/ou des passerelles de circulation présentant toutes garanties de portance et de stabilité pour la circulation des véhicules et des engins de chantier.

La circulation d'engins et de véhicules de chantier ainsi que tous stockages de matériel et de matériaux sont strictement interdits aux abords des fouilles en tranchées et des talus.

#### Neutralisation et balisage des zones actives de chantier :



Toute entreprise intervenant au sol ou en élévation devra obligatoirement neutraliser, baliser et contrôler sa zone active de travail.

Le balisage au sol devra interdire tout accès ou approche de personnes à l'intérieur du cône de chute d'objets.

Il sera constitué suivant les cas de figures, la nature du risque et la durée d'intervention au moyen de panneaux grillagés sur plots béton, de barrières métalliques bicolores, de mailles plastiques oranges, de rubalises, etc.).

Ces divers dispositifs de neutralisation et de balisage seront décrits dans les PPSPS des Entreprises concernées.

#### Protection des baies libres et des rives d'ouvrages :

Le titulaire du **Lot 2 - DEMOLITION EVACUATION - GROS-ŒUVRE** installera tous les garde-corps rigides qui s'imposent en retrait des baies libres, en plans et en élévation et/ou des rives des planchers et d'ouvrages en général, de façon à ne pas obliger les entreprises des corps d'états secondaires à les enlever lors de leurs interventions respectives.

#### Pour les trémies dans les planchers en dalle béton :

Ces trémies seront obligatoirement protégées au moyen de garde-corps rigides réglementaires et pourvues si la situation l'exige d'un platelage fixé directement sur la structure de l'ouvrage.

Les titulaires des **LOT 03 GROS-ŒUVRE** et autres concernés préciseront obligatoirement dans leurs PPSPS respectifs tout autre moyen de protection envisagé pour sécuriser les trémies et baies libres de toute nature.

#### Aciers vifs en attentes :

Le titulaire du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** devra impérativement replier, crosser ou protéger par des cabochons ou goulottes PVC appropriés tous les aciers verticaux en attentes sur les ouvrages et/ou stockés sur le parc d'aciers pour ne pas constituer un danger vis-à-vis des salariés du chantier.

Une demande de crossage d'aciers devra être faite en entente entre le MOE et le **LOT 03 GROS-ŒUVRE** auprès du BET structures pour que ces dispositions de sécurité apparaissent clairement sur les plans de ferrailage.

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

### **Résumé des dispositions du décret :**

- La protection collective constituée par un garde-corps rigide (plan de travail sécurisé) est obligatoire dans tous les cas de travaux temporaires pour protéger tout salarié contre le risque de chute de hauteur ;
- Des surfaces de recueil souples, filets de sécurité horizontaux montés sur consoles, seront installés pour éviter une chute de plus de 3 mètres, solution palliative lorsque le plan de travail ne peut être sécurisé ;
- Le recours à la protection individuelle est réservé au cas exceptionnel, lorsque les dispositifs de protections collectives ne peuvent être mis en œuvre.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Plateformes individuelles roulantes (PIRL) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50m.	TOUT CORPS D'ÉTAT
Hauteur > de 2,50m	Au-delà d'une hauteur de 2,50m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	TOUT CORPS D'ÉTAT
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.	TOUT CORPS D'ÉTAT



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	Une convention de prêt sera établie	
RAPPEL	<p>L'échelle ne sera pas utilisée comme poste de travail mais uniquement comme moyen d'accès provisoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- attachée en tête</li> <li>- bloquée en pied</li> <li>- dépassant de 1,00m le plancher d'arrivée</li> </ul>	TOUT CORPS D'ÉTAT

## RISQUES CLIMATIQUES

En cas de mauvaises conditions climatiques pouvant se présenter sur les lieux et postes de travail, les responsables d'entreprises auront le devoir et la responsabilité d'interrompre sans délais toute exposition des salariés pouvant conduire à une atteinte physique et/ou irréversible du personnel.

## INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur du **LOT 03 GROS-ŒUVRE** assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le **LOT 03 GROS-ŒUVRE**

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière)

Depuis ce tableau seront réalisés par le **LOT 13 ELECTRICITE – CHAUFFAGE** l'installation d'éclairage des circulations et des cages d'escalier.

-

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	<p>Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.</p>	<b>LOT 13 ELECTRICITE - CHAUFFAGE</b>
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	<p>Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassable</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection</li> </ul>	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	<p>Seront éclairés les parties du chantier à usage commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cheminements et circulations extérieurs</li> <li>- les escaliers et circulations intérieures</li> </ul>	<b>LOT 03 GROS-ŒUVRE</b>
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	<b>LOT 03 GROS- OEUVRE</b>

## MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot Go préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	<b>LOT 03 GROS- OEUVRE</b>
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs	Lot concerné



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	

# **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de site occupés et en activité nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux personnels de l'établissement notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. Il est cependant rappelé à toutes les entreprises que le portail d'accès chantier devra être maintenu fermé en dehors des heures d'ouverture de chantier. En conséquence les livraisons et les départs des véhicules lourds devront se faire avant cette heure là et exclusivement par cette sortie.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

Le responsable technique de l'établissement pourra demander s'il le souhaite l'établissement d'un permis de feu en particulier pour la deuxième phase de travaux, pour tout travail de soudage, Utilisation de matériel provoquant des étincelles ou travaux par point chaud.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P en activité, le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers et la circulation des personnes.

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS: tél. 18 ou SAMU: tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à CAMPING MUNICIPAL LA FALAISE 10 rue Henri Ezan 56740 LOCMARIAQUER
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS (envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours)
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, FAITES REPETER LE MESSAGE

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.



## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## **ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage**

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage, (art. L. 4532-9, R. 45732-57 à 76) ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L.4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L.4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

### **Etablissement obligatoire d'un PPSPS**

Les entreprises exécutant des travaux doivent rédiger avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (articles L. 4532-8 et L. 4532-9 du code du travail).

L'objectif du PPSPS étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

### **Rappel de la jurisprudence du Cour de cassation en date du 14 janvier 2025 (Crim., 14 janv. 2025, pourvoi n° 23-84.130),**

« Il résulte des dispositions de l'article L 4532-9 du Code du travail — qui impose, pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil soumis à coordination SPS, que chaque entreprise appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux établisse un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) — et de l'article R 4532-64 du Code du travail — qui en précise le contenu — que l'obligation d'établir ce PPSPS « concerne l'ensemble des entreprises dont les travaux concourent à la réalisation de l'opération de construction et n'est pas limitée à celles participant directement à la construction » ;

Et que ces entreprises doivent inclure, dans ce plan, « les risques particuliers que leurs travaux et processus de travail comportent pour la sécurité des autres intervenants sur le chantier »

L'arrêt étend le champ d'application de l'obligation de PPSPS : toutes les entreprises intervenant, directement ou non, sur un chantier soumis à coordination SPS doivent établir un PPSPS.

La notion de « travaux concourant à la réalisation de l'opération de construction » est interprétée de façon large : une prestation de maintenance, un service de location d'équipement sur chantier, etc., peut être concernée.

Cela impose un renforcement de la coordination, puisque le Coordonnateur SPS doit dorénavant prendre en compte un nombre plus grand d'intervenants dans l'opération de prévention.

### **Délais et règle de diffusion du PPSPS**

L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.

La diffusion du PPSPS est la suivante :

⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :



DEKRA Industrial  
ACT CSPTS BRETAGNE  
241 rue du Général Paulet  
CS 62845  
29200 BREST  
Coordonnateur SPS MR FRANCOIS VENTRE  
Tél. +33 (0)2 97 35 30 74 Fax. +33 (0)2 97 35 16 78 Port: 06.27.31.49.57  
Mail : <mailto:francois.ventre@dekra.com>

- ⇒ après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;
- ⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;
- ⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.

## **VISITE D'INSPECTION COMMUNE**

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

**L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.**

**Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.**

**Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.**

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

## **SOUS-TRAITANT**

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).



## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- ANNEXE 01 Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- ANNEXE 02 Fiche OPPBTP « En Cas d'Accident3

**ANNEXE 1**  
**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES**  
**DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 01 DEMOLITION</b>	T			
<b>LOT 02 TERRASSEMENT VRD</b>	T			
<b>LOT 03 GROS- OEUVRE</b>	T			
<b>LOT 04 ITE ENDUITS</b>	T			
<b>LOT 05 CHARPENTE BOIS</b>	T			
<b>LOT 06 CHARPENTE METALLIQUE, COUVERTURE ET BARDAGE BAC ACIER</b>	T			
<b>LOT 07 ÉTANCHÉITÉ</b>	T			
<b>LOT 08 MENUISERIES EXTERIEURES ET FERMETURES</b>	T			
<b>LOT 09 CLOISONS - DOUBLAGES - ISOLATION</b>	T			




<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 10 PLAFONDS SUSPENDUS ET DISPOSITIFS ACOUSTIQUES</b>	T			
<b>LOT 11 MENUISERIES INTERIEURES</b>	T			
<b>LOT 12 PLOMBERIE - SANITAIRES - VENTILATION</b>	T			
<b>LOT 13 ELECTRICITE - CHAUFFAGE</b>	T			
<b>LOT 14 CHAPES FAÏENCES CARRELAGE</b>	T			
<b>LOT 15 PEINTURE</b>	T			
<b>LOT 16 CLOISONNEMENT HYGIENE ET PORTES DE CUISINE</b>	T			
<b>LOT 17 EQUIPEMENTS DE CUISINE</b>	T			
<b>LOT 18 RESINE SUR DALLE BETON</b>	T			
<b>LOT 19 CAPTEURS SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQU ES</b>	T			
<b>LOT 20 NETTOYAGE</b>	T			



## ANNEXE 2

### FICHE OPPBTP « En Cas d'Accident' »

 **EN CAS D'ACCIDENT**

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

**TÉLÉPHONEZ AU :** A partir d'un téléphone portable, composez le

**18** POMPIERS OU **15** SAMU **112**

ou au :

... Et dites :

- 1 ICI CHANTIER**  
À (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... RUE .....  
EN FACE DE .....  
TÉLÉPHONE .....
- 2 PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**  
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...  
ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT
- 3 SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT**  
Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.
- 4 DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE**  
Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.
- 5 FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS** Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER** Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste à jour mentionnant **les noms** des Sauveteurs Secouristes du Travail doit être affichée sur le chantier.

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.

